



3° Session Plénière

“Mouvements sociaux identités, gouvernance”.

Vendredi 6 octobre 2006

Thème Central: « Identités, Intégrations »

Président de session: Rodrigo Carazo, Ex Président , Costa Rica

Intervenants:

- **Carlos Alvarez**, Président de la Commission des Représentants Permanents du MERCOSUR, Argentine
- **Rosario Green**, Secrétaire Générale du PRI, Sénatrice et Présidente de la Commission des Relations Extérieures du Sénat, Mexique
- **Alain Lamassoure**, Député Européen, Ancien Ministre, France
- **Porfirio Muñoz Ledo**, Haut Commissaire du Frente Amplio Progresista, Ancien Ministre, Mexique
- **Beatriz Paredes**, Présidente de la Fondation Colosio, Mexique
- **Teodoro Petkoff**, Journaliste et ancien candidat à la Présidence, Venezuela
- **José Ignacio Salafranca Sánchez Neyra**, Porte parole pour les Affaires Etrangères, Parti Populaire, Député européen, Espagne
- **Juan Gabriel Valdés**, Président, Latinbarometro, Chili

L'Amérique latine n'est pas une priorité pour l'Europe. En effet, les préoccupations de l'Europe sont plus orientées vers son élargissement avec la Turquie, son institutionnalité, rapprochement avec l'Alliance Atlantique, le problème avec la Méditerranée (Afrique du Nord), l'émergence des puissances asiatiques et le Moyen Orient, l'Amérique latine n'apparaît qu'en septième position : c'est une priorité différée pour des raisons sociales. Cependant, l'intérêt économique reste prioritaire d'où la nécessité de l'Europe de maintenir des contacts étroits avec ce continent. Les grands problèmes qui freinent ces rapports sont les mouvements sociaux, les identités et la gouvernance.

Les mouvements sociaux n'ont eu de cesse de se multiplier en Amérique Latine. Chaque cas est différent selon les pays. Il convient donc de trouver une logique entre les mouvements et les partis. L'importance de ces mouvements sociaux comme générateur d'identité mérite d'être soulignée afin que l'acteur soit la réalité même. La participation active de la société reste fondamentale. Ces mouvements nient la fonctionnalité des institutions de la démocratie et assument que l'organisation de l'Etat dont il s'agit est insuffisante.

Des mouvements sont apparus pour pouvoir contrer les traités de libre commerce et ainsi pour la démocratie à partir du respect des droits de l'homme. Ces mouvements sociaux se

caractérisent par les exigences d'un ensemble de personnes qui pense qu'un autre monde est possible. Ainsi apparaissent des mouvements de revendications ethniques qui, lorsqu'ils dépassent l'esprit de mouvement se transforment en crises (forts mouvements sociaux en Argentine, le Péronisme). Les gens ne supportent pas que les partis politiques ne répondent pas à leurs attentes. Pour ce faire, ils recherchent toutes formes d'alternatives, voire de changements.

Parmi ces mouvements on distingue plusieurs groupes : le mouvement féministe, (qui revendique le droit de faire partie du monde) qui recueille des revendications de tout temps. Rappelons que la loi égalitaire en Espagne est très importante. On distingue par ailleurs les mouvements homosexuels. Les revendications de ces derniers ne renoncent pas aux revendications des luttes des classes. Enfin, les mouvements contestataires des étudiants au Chili leur ont permis d'exprimer leurs idées. Les mouvements éphémères résultant de la conjoncture économique ne donnent aucun résultat.

Les diverses marginalisations de ces groupes ont eu pour conséquence un essai de compréhension de la part du gouvernement. L'Etat doit être en mesure de comprendre ses mouvements (démocratisation des systèmes politiques, progrès économiques, capacité à coordonner les efforts et répartir les richesses).

Enfin, il paraîtrait indispensable pour les Etats Latino-américains d'incorporer leur économie à celle de l'Union Européenne. Il est donc important de se gouverner en répondant aux mouvements sociaux et en respectant les identités.

L'Europe, continent rassemblant des pays d'histoire, culture, économie, politique différentes mais surtout entité à part entière, regroupent des identités variés vers un même but. L'Union Européenne a réussi à coordonner les efforts de peuples mais aussi de gouvernements et à les répartir tout en développant les richesses. Les politiques, économies et sociétés ont conservé leurs spécificités nationales mais ont réussi à s'accorder afin de mettre en place des actions et des règles communes.

On peut dire, enfin, que l'Union Européenne c'est une réponse à une mondialisation de plus en plus étouffante ne permettant plus de fonctionner tout seul. Les pays qui composent l'Amérique Latine l'ont bien compris.

Cependant, tout n'est pas aussi simple et facile comme peut l'apparaître l'UE. En effet, l'Amérique Latine a décidé de mettre en avant l'économie et les intérêts politiques au détriment d'une pauvreté de plus en plus criante. Ainsi, l'Amérique Latine est devenu la région du monde la plus inégale ; la question sociale n'est pas à l'ordre du jour

De nombreux essais d'unification ont été tentés et le MERCOSUR en est un bon exemple. Seulement ce qui est vrai pour l'Europe l'est aussi pour l'Amérique Latine : la reconnaissance des identités nationales, voire régionales est une nécessité ainsi que son intégration à tous les niveaux de l'organisation. Les intérêts économiques et politiques individuels divergents des pays ont pris le pas sur le besoin de coopération et d'entraide.

L'Amérique Latine, composée de pays fragilisés par des gouvernements totalitaires ont réalisé, mais sans réelle concrétisation, la nécessité de rassemblement et d'intégration des identités

régionales. Cela passe par un état plus présent, moins au service des politiques mais plus au service des minorités afin d'imposer un cadre macroéconomique stable. Le challenge est grand et demande du soutien notamment de l'Union Européenne.

L'Union Européenne ne pose qu'un regard de conquérant global sur l'Amérique Latine sans se soucier des identités régionales. Elle ne peut pas l'aider à se développer sans exclure aucun groupe, la pression internationale va aussi dans ce sens. Ainsi, les partis politiques latino-américains ne permettent pas au peuple de faire valoir leurs identités.

Aujourd'hui, les partis politiques latino-américains semblent dépassés par la révolution sociale, plus dynamique. Ils sont en pleine crise dans laquelle ils tentent de trouver de nouveaux repères : c'est la crise de la démocratie contemporaine, une crise de représentation à l'intérieur des partis politiques, avec un pouvoir étatique en baisse, le repli des élites, la brisure des idéologies, l'Etat perd du pouvoir comme ce fut le cas pour l'Eglise.

Ainsi, pour préserver la démocratie tout en respectant les Droits de l'Homme, l'Etat doit être en mesure de comprendre les mouvements sociaux, les incorporer et évoluer vers une coalition en démocratisant les systèmes politiques, en résolvant les problèmes sociaux, en combattant la pauvreté et en répartissant plus équitablement les richesses.

De plus, l'Etat doit tenir compte des mouvements politiques qui sont l'expression des systèmes démocratiques, fruit de la fusion d'organisations politiques qui ne sont pas représentées dans leur parti traditionnel.

Par ailleurs, les Etats latino-américains doivent se projeter dans l'avenir en utilisant l'expérience de l'Union Européenne : avec la mondialisation, il faut donner un intérêt politique au MERCOSUR : c'est un mécanisme de défense. Il est donc important d'essayer de se gouverner en respectant les identités et en répondant aux mouvements sociaux : une vie en commun mais en continuant de mettre en place des politiques, mesures économiques et sociales nationales.

Cependant, l'Amérique latine est un projet politique difficile de part sa diversité, ses systèmes prioritaires, ses programmes, sa culture ... Elle a des difficultés pour faire une bonne distribution des richesses donc il faut développer la démocratie dans une logique d'économie durable : avoir une démocratie participative, représentative des différentes façons de la participation de la société. Il faut aussi une meilleure qualité des institutions pour se développer et une meilleure répartition des revenus : l'Etat ne doit pas rester un Etat déserteur. Les partis politiques latino-américains doivent donc être plus égalitaires, identitaires et unitaires sans tendre vers des démocraties plus autoritaires.

Dans la mondialisation, il est indispensable de se regrouper afin de rester compétitif mais aussi de se défendre face à des concurrents de plus en plus puissants tout en gardant une identité propre en donnant la parole aux mouvements sociaux. L'Etat national perd de son pouvoir en faveur des entités supra nationales. Ainsi, dans cette optique l'action du MERCOSUR semble indispensable pour le développement de l'Amérique latine.